

"CHRONIQUES ÉLECTORALES"
GÉRARD GRUNBERG, PASCAL PERRINEAU, COLETTE YSMAL

LE VOTE DES QUINZE

*Les élections européennes
du 13 juin 1999*



PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de
Gérard Grunberg, Pascal
Perrineau, Colette Ysmal**

Le vote des Quinze

Les élections européennes du 13 juin 1999

2000



SciencesPo.
Les Presses

Présentation

Cet ouvrage permet de rendre compte des véritables tendances politiques européennes qui apparaissent en 1999 : on assiste, au sein du duopole PPE-PSE, à un léger rééquilibrage à droite en faveur du premier ; le communisme européen continue son déclin, concurrencé fortement par une extrême gauche hétéroclite ; l'écologisme articulé sur les valeurs post-matérialistes et les nouvelles couches moyennes prospère ; l'ethno-régionalisme se développe en écho local à l'intégration européenne ; enfin l'extrême droite nationaliste s'essouffle.

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN PDF WEB : 9782724681017

ISBN papier : 9782724608151

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.



SciencesPo.
Les Presses

Table

LE VOTE DES QUINZE

Introduction (Gérard Grunberg *et al.*)

PREMIÈRE PARTIE. L'EUROPE, LES CITOYENS ET LES ÉLITES POLITIQUES

Chapitre 1. Les cultures politiques de l'intégration européenne : les attitudes vis-à-vis de l'Europe (Gérard Grunberg *et al.*)

Évolutions temporelles des attitudes vis-à-vis de l'Europe

Les souhaits en matière d'action politique

Logiques sociopolitiques

Le parlement européen et la démission de la commission

Chapitre 3. Identite et participation électorale : pour une approche européenne des élections européennes (Gérard Grunberg et André-Paul Frogner)

La mesure de l'identité européenne

Participation et identité européenne

La structuration des états européens en deux groupes

Les relations à l'intérieur des groupes d'états

Du caractère politiquement significatif de l'abstention aux élections européennes

L'importance des identités

Chapitre 4. L'eupéanisation défailante des campagnes nationales (Gérard Grunberg *et al.*)

Des campagnes à visibilité limitée

Le message électoral et son occultation

Perceptions de campagne et mobilisation électorale

DEUXIÈME PARTIE. L'EUROPE DES FORCES POLITIQUES

Chapitre 5. La galaxie du communisme et de l'extrême gauche (Gérard Grunberg et Marc Lazar)

Les mutants de la gauche post-communiste en Europe du Nord

Les partis communistes

L'extrême gauche

Chapitre 6. Socialistes : les illusions perdues (Gérard Grunberg et Gerassimos Moschonas)

Le PSE en campagne

Une défaite honorable

Le PSE au sein du parlement européen

Chapitre 8. Les partis ethno-régionalistes et l'intégration européenne dans les élections européennes de 1999 (Gérard Grunberg et Lieven De Winter)

Définition des partis ethno-régionalistes et de leurs liens avec l'intégration européenne

La performance des partis ethno-régionalistes aux élections européennes de 1999 : comparaison spatiale, longitudinale et multiniveaux

Chapitre 10. L'extrême droite en Europe : marginalité du néo-fascisme et dynamique de l'extrême droite post-industrielle (Gérard Grunberg *et al.*)

L'extrême droite aux européennes (1979-1994)

L'éclipse du néo-fascisme

La dynamique de l'extrême droite post-industrielle

L'essoufflement de l'extrême droite

TROISIÈME PARTIE. L'EUROPE DES ÉLECTEURS ET DES INSTITUTIONS

Chapitre 11. Géographie électorale de l'Europe (Gérard Grunberg *et al.*)

Apports et difficultés d'une géographie électorale européenne

La classification des partis politiques européens

La géographie électorale des familles politiques

Chapitre 12. Participation électorale et scrutin européen : une légitimité minimale (Gérard Grunberg et Pascal Delwit)

Une participation en fort recul

Les raisons d'une non-participation

Conséquences

Chapitre 13. Le nouveau parlement européen (Gérard Grunberg et Christopher Lord)

Le lien avec le corps électoral

Les stratégies partisanes

La formation des commissions parlementaires

La confirmation de la nouvelle commission dans ses fonctions

Annexes (Gérard Grunberg *et al.*)

Lecture des cartes (1 à 14)

Le vote des quinze

Introduction

Gérard Grunberg

Pascal Perrineau

Colette Ysmal

Ce septième volume de la collection des « Chroniques électorales » apparaîtra, à bien des égards, singulier par rapport à ceux qui l'ont précédé. D'une part, il est moins centré sur les résultats électoraux, les comportements, les attitudes idéologiques et politiques. Une des raisons en est que, pour ceux qui se préoccupent de ne pas réduire les élections européennes à leur expression franco-française, ces analyses se révèlent extrêmement difficiles dans le temps court dès lors qu'il faut travailler sur quinze pays ayant des traditions différentes d'enregistrement des données électorales, de diffusion de celles-ci et n'ayant pas, à l'exception des eurobaromètres qui ne traitent pas des élections, d'office central d'étude de l'électorat pendant les élections^[1]. Nous avons cependant tenu à livrer au lecteur des annexes dans lesquelles on présente le maximum de données disponibles. Ce livre veut aussi traiter ces élections pour ce qu'elles nous révèlent de la construction européenne. D'où une double démarche. La première veut que, quel que soit le sujet abordé — les citoyens, les élites, la campagne électorale, les forces politiques, les électorats, les institutions —, celui-ci soit toujours étudié d'une manière globale, les éclairages nationaux ne venant qu'en contrepoint pour rendre compte des différences ou des problèmes qui subsistent

au sein de l'Union européenne (UE). La seconde a été de faire appel à des spécialistes français et européens de ces problèmes, les uns et les autres fonctionnant tantôt seuls, tantôt en binômes, tantôt en réseaux. Si l'on se reporte aux élections de 1999, il faut bien reconnaître que l'UE est à la fois un édifice reconnu et admis par la majorité des citoyens mais, en même temps, sujet à crises et à contestations. Ni les politiques devant être menées par l'Union, ni les institutions, ni l'avenir de l'UE ne font l'unanimité. L'Union économique et monétaire à peine réalisée, certains relevaient l'absence d'un volet social. D'autres contestaient le primat de l'économie et de la finance et regrettaient que cet espace en construction se préoccupât aussi peu des valeurs qui le fondaient. À cela se sont ajoutés le mauvais fonctionnement de la Commission et un rééquilibrage esquissé au profit du Parlement. Il faut enfin considérer que la question de l'élargissement de l'UE doit aussi remettre en cause les principes mêmes de son fonctionnement, sujet sur lequel les élites européennes sont d'un flou si absolu que les électeurs ne peuvent guère en saisir les enjeux. Une nouvelle fois, comme lors des scrutins précédents, l'Europe a peu de lisibilité et, de fait, sans doute peu de chances de structurer les choix électoraux. Et pourtant, élection européenne après élection européenne, il semble bien qu'une question européenne se construise ainsi qu'un clivage ayant son autonomie par rapport au classique clivage gauche-droite.

Bruno Cautrès et Richard Sinnott (chap. 1) montrent ainsi que les logiques, qui structurent les attitudes des citoyens de l'Europe des Quinze par rapport à l'Union européenne, s'enracinent davantage dans la diversité des positions sociales et culturelles et dans l'hétérogénéité des cultures nationales que dans les positions politiques sur l'axe gauche-droite. Devenant une question concrète au plan économique et politique, l'Europe s'est éloignée du « consensus permissif » dont elle faisait jadis l'objet et est devenue un enjeu « autonome » qui ne se rabat pas aisément sur les catégories gauche-droite. On aurait pu imaginer qu'en échappant ainsi aux catégories canoniques du débat politique l'enjeu européen favorise une crise majeure de la représentation politique. Hermann Schmitt et Jacques Thomassen (chap. 2) montrent, au contraire, que la représentation politique fonctionne mieux qu'on veut bien le croire au niveau européen. Certes, quand on s'intéresse aux politiques publiques

européennes concrètes mises en place, on assiste à un assez grand décalage entre les représentés et les représentants, ces derniers étant plus « européens » que les premiers. Mais, en revanche, sur le plan des orientations générales vis-à-vis de la construction européenne, l'articulation entre les représentés et les représentants est étroite et tout à fait satisfaisante. Les deux auteurs notent également que depuis la mise en place, en 1979, de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, l'espace de la représentation politique en Europe a beaucoup changé. La gauche est devenue de plus en plus européenne, alors que la droite se déplaçait de l'europhilie vers l'euroscpticisme parfois le plus avéré. Mais, surtout, la dimension européenne (intégration croissante ou réaffirmation de l'indépendance nationale) a acquis une autonomie croissante par rapport à la dimension gauche-droite. La dimension européenne a « travaillé » le corps électoral et a entraîné, par un effet second, une évolution des élites qui font dire à ces auteurs que s'est imposée au plan européen une « représentation par le bas » où les électeurs ont initié un mouvement des élites davantage que celles-ci n'ont influencé ceux-là. Cette autonomisation de l'enjeu européen fait que ces élections européennes ne peuvent plus aujourd'hui être saisies au travers des modèles de l'« election de second ordre ». Les élections européennes ne sont pas, comme le constate André-Paul Frogner (chap. 3), des élections « privées de sens » ou recevant leur logique de fonctionnement des élections nationales ; ce sont des élections qui ont leur logique propre. André-Paul Frogner en veut pour preuve la manière dont la participation électorale à ces élections est davantage structurée par le niveau d'identification européenne des différents électors nationaux que par le taux de participation des mêmes électors aux dernières élections nationales.

Jacques Gerstlé, Holli Semetko, Klaus Schoenbach et Marina Villa (chap. 4) montrent d'ailleurs, dans leur étude comparée des campagnes électorales en France, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Italie, que l'europanisation défailante de ces campagnes n'est pas due à un rejet de l'Union européenne ou à une instrumentalisation interne de celles-ci mais au fait que les élections européennes de juin 1999 ont été « brouillées » fortement par un événement lourd au plan international (la guerre du Kosovo) et parfois par un agenda national surchargé (Allemagne). Face à cette autonomisation croissante de l'enjeu européen dans l'opinion et chez les citoyens, on peut avoir

l'impression que le système des forces politiques reste un peu en deçà.

En ce qui concerne les forces politiques, on peut adopter deux points de vue. Le premier renvoie aux difficultés mêmes des conditions de mise en place de l'Union européenne et à la lenteur de la mise en place de formations politiques proprement européennes. Sans doute, le Parti populaire européen (PPE) s'est-il renforcé et a-t-il accru son rôle au sein du processus de réorganisation de la droite modérée, comme le constatent David Hanley et Colette Ysmal dans le chapitre 9. Parallèlement le Parti socialiste européen (PSE) s'est, comme le montrent Gérard Grunberg et Gerassimos Moschonas (chap. 6), développé depuis 1992 et a mis en place des actions au niveau des quinze pays (structures de réflexion ou programmes). Toutefois, ces grands partis, maîtres du jeu au niveau du Parlement, ont bien du mal à s'imposer auprès des opinions publiques nationales qui les connaissent peu et ne se déterminent pas en fonction de leurs positions. L'échec vient souvent de leur impossibilité à exercer la fonction programmatique et à avancer autre chose que des catalogues de propositions où il s'agit d'ailleurs d'éliminer tout ce qui fâche.

Ce qui est vrai des deux poids lourds de l'Europe l'est encore plus des partis plus petits. Les écologistes organisés au sein du Parlement européen dans le groupe GGEP (Greens Group in the European Parliament) ont bien édité une série de propositions communes, mais celles-ci n'ont guère été reprises par les différents partis (Ferdinand Muller-Rommel, chap. 7). De la même manière, les partis ethno-régionalistes décrits par Lieven de Winter dans le chapitre 8 ont bien une structure commune — le Parti démocratique des peuples d'Europe-Alliance libre européenne (PPDE-ALE), mais celle-ci n'a aucune capacité intégrative. Enfin, la « galaxie du communisme et de l'extrême gauche » (Marc Lazar, chap. 5) est dans l'impossibilité absolue, cette fois pour des raisons politiques, de constituer une entité autre que technique au sein du Parlement (s'assurer un groupe). Les divisions sont en effet trop fortes tant entre les divers héritiers du communisme qu'entre ceux-ci et les descendants du trotskisme ou du maoïsme. Il en est de même désormais pour l'extrême droite après la scission du Front national et l'échec des deux partis qui en étaient issus en France, la transformation du MSI

en *Allianza Nazionale* et la réticence de ce dernier, comme d'ailleurs du Parti libéral autrichien (FPÖ) à se commettre avec l'extrême droite (Piero Ignazi et Pascal Perrineau, chap. 10).

La seconde manière de considérer les forces politiques est de se concentrer sur les résultats. Les élections de 1999 ont été interprétées comme une victoire du PPE et une cuisante défaite du PSE. Cela est incontestablement vrai mais encore faut-il analyser les choses de plus près. Les deux chapitres de David Hanley et Colette Ysmal et de Gérard Grunberg et Gerassimos Moschonas se répondent ; le premier s'interrogeant sur un « succès en trompe l'œil » du PPE et l'autre sur une « défaite honorable des socialistes ». De fait, pour les uns comme les autres, le rapport de forces s'est essentiellement inversé dans deux pays — la Grande-Bretagne et l'Allemagne — alors que, dans les autres, les évolutions ont été somme toute assez modérées et jamais à l'avantage ou au détriment exclusif de l'une et l'autre force.

Les changements les plus importants ont, encore une fois, affecté les partis plus marginaux. Comme le montre Marc Lazar, les partis issus du communisme restent dans une position électorale difficile et sont, désormais, en compétition avec une extrême gauche revigorée. Les écologistes ont obtenu un incontestable succès dû, selon Ferdinand Mueller-Rommel, au ralliement des électeurs européens jeunes et issus des classes moyennes aux thèmes du post-matérialisme et de la nouvelle politique. Les partis ethno-régionalistes ont recueilli un succès d'estime souvent dû, selon Lieven de Winter, aux avantages que ces partis pourraient tirer de l'intégration européenne. La principale victime du scrutin européen fut toutefois l'extrême droite qui, après ses succès des années 1980 et du début des années 1990, est réduite, comme le soulignent Piero Ignazi et Pascal Perrineau, à la portion congrue.

L'analyse des familles de partis débouche sur une étude de géographie électorale menée par Christian Vandermodden et Pablo Medina Lockhart (chap. 11). À partir des résultats des dernières élections européennes dans 491 régions des 15 États de l'Union européenne, ils ont établi une typologie fine des familles politiques européennes à partir d'une classification en neuf groupes regroupés en trois grandes familles (gauche, centre et droite classique, droite extrême). On découvre ainsi une Europe de gauche enracinée

souvent dans les zones périphériques où se développent des contestations par rapport aux États centraux, dans les vieux foyers d'industrie lourde et dans les zones métropolitaines centrales. La droite s'inscrit davantage dans un espace médio-européen qui va du Royaume-Uni au Nord de l'Italie en passant par la région rhénane, dans un espace péri central à fort caractère rural et dans certaines zones périphériques marquées par la tradition religieuse ou par le poids de la petite exploitation agricole. Qu'ils soient de droite ou de gauche, ces électeurs ont des attitudes diverses vis-à-vis du Parlement de Strasbourg.

Les deux derniers chapitres de l'ouvrage traitent de la question centrale du rapport entre le citoyen européen et le Parlement européen. Les élections européennes permettent-elles de légitimer le Parlement européen et, au-delà, les institutions européennes, et constituent-elles la seule source de légitimation de celles-ci ? Les deux contributions de Pascal Delwit (chap. 12) et de Christopher Lord (chap. 13) sont centrées sur cette question et se répondent indirectement.

Pour Pascal Delwit, qui étudie l'évolution de la participation aux élections européennes, la baisse continue de celle-ci depuis 1979 — qui passe, notamment, entre 1994 et 1999, de 55 à 48 % dans les pays de l'Union où le vote n'est pas obligatoire — affaiblit la légitimité du Parlement européen. Il estime que cette baisse de la participation résulte d'une situation où l'électeur n'a pas la possibilité de se prononcer sur des problématiques d'ensemble de l'avenir de l'Union. Les différences entre les différentes familles politiques sont peu lisibles, les enjeux peu clairs, le fait majoritaire inexistant. L'électeur ne peut, comme dans les régimes parlementaires classiques, ni promouvoir, ni sanctionner des politiques et des équipes précises.

Il met en cause également les effets négatifs sur la participation d'une non-campagne, les élections européennes n'étant que la juxtaposition de plusieurs campagnes nationales à enjeux internes et faibles. D'où finalement une légitimité déclinante du Parlement européen et la persistance d'un malaise démocratique. Pour lui, les élections européennes au suffrage universel sont un échec du point de vue de la légitimation des institutions de l'Union.

Christopher Lord, à partir d'une étude de la dynamique politique du

Parlement européen, présente une vision assez largement différente de la précédente. S'inscrivant en faux par rapport à la théorie des élections européennes comme étant des élections de second ordre ou intermédiaires, élections essentiellement nationales, il estime que ces élections sont d'une importance centrale pour la formation de chaque Parlement européen. Il existe une interaction entre les élections qui ont lieu tous les cinq ans, l'émergence d'un modèle de la politique parlementaire européenne et la manière dont les nouveaux Parlements modèlent leur propre développement institutionnel. Selon lui, avant de conclure trop rapidement sur une contradiction entre les pouvoirs croissants du Parlement européen et le déclin de la légitimation électorale, il faut mettre en doute la théorie des « élections de second ordre ».

Mais l'autre point de son argumentation est que la légitimité du Parlement européen ne repose pas uniquement sur l'élection, dans un système où les États membres ont leur légitimité propre et où l'application d'un modèle classique parlementaire, de nature à augmenter la participation électorale, aurait en retour des effets délégitimants dans un système politique qui est multipolaire (*multi-state*). Enfin, la légitimation peut également, dans ces conditions, provenir de la capacité du Parlement à s'imposer une certaine retenue dans l'exercice de ses pouvoirs. Aussi affirme-t-il que le véritable test pour le Parlement européen est d'établir un équilibre optimal entre la mobilisation électorale, la diffusion du pouvoir et des méthodes consensuelles.

Pour ce qui concerne le système politique européen, il estime qu'il existe bien un système de partis européens et que les élections européennes jouent un rôle central dans la manière dont celui-ci se constitue et évolue. La victoire du PPE et l'alliance de celui-ci avec les libéraux pour faire élire le nouveau président en 1999 ne signifient pas nécessairement que la pratique des grandes coalitions PPE-PSE va céder la place à l'établissement d'un clivage durable gauche-droite, même si celui-ci est important, mais pourrait au contraire restructurer la relation entre les deux grands partis et les modalités de leur coopération. En conclusion, selon Christopher Lord, le défi pour le Parlement nouvellement élu est d'établir un mixte dans lequel compétition et consensus, aussi bien dans les rapports avec la Commission que dans les rapports internes entre les différentes

tendances, s'appliqueraient à des moments différents du processus parlementaire.

Mais les deux auteurs, malgré des perspectives différentes, s'accordent sur le constat de la faible relation du Parlement avec le citoyen. Comme le reconnaît Christopher Lord, même s'il existe un système de partis européen, « la capacité de représentation du Parlement, fondée sur le lien avec le corps électoral, dépend trop de l'heureuse coïncidence entre le clivage gauche-droite qui marque le travail du Parlement européen et les dimensions principales des vies politiques nationales qui sont le cadre de l'élection des députés européens, plutôt que d'une contribution directe du Parlement à l'émergence d'un forum public sur les questions de l'Union ».

Notes du chapitre

[1] Une enquête a bien été réalisée par le groupe Political Representation in Europe. Toutefois, outre que les résultats ne sont légitimement pas à disposition immédiate de l'ensemble de la communauté scientifique, ceux-ci n'ont pas été disponibles pour les membres du groupe avant la rédaction de ce livre.

Première partie. L'Europe, les citoyens et les élites politiques

Chapitre 1. Les cultures politiques de l'intégration européenne : les attitudes vis-à-vis de l'Europe

Gérard Grunberg

Bruno Cautrès

Richard Slnnott

Les élections européennes constituent un moment privilégié pour comprendre et analyser les attitudes, les préférences, les perceptions et les connaissances des Européens à l'égard du processus d'intégration européenne. L'ensemble de ces prédispositions, tant affectives que cognitives et rationnelles, constitue les éléments de ce que nous proposons d'appeler les « cultures politiques de l'intégration européenne ». Ces cultures et leurs contenus varient selon les pays et les segments de leurs populations ; elles se sont constituées progressivement, puis structurées en partie sous l'effet des développements de l'Union européenne ; elles s'articulent plus ou moins, selon les contextes, sur des clivages sociopolitiques existants ou permettent à de nouveaux clivages d'émerger sur la scène politique. Enfin, elles ont connu des évolutions notables tant dans leurs contenus que dans l'intensité avec laquelle les Européens les partagent.

L'élection au suffrage universel direct du Parlement européen

constitue, depuis 1979, un événement très important du point de vue de l'expression de ces cultures politiques : il s'agit en effet du seul moment où les citoyens de l'Union européenne sont amenés à intervenir directement dans sa vie politique et institutionnelle. En 1999, cette caractéristique avait un relief particulier : les parlementaires européens élus en 1994 allaient franchir, avec l'épisode de la démission de la Commission, une étape décisive de la démocratie parlementaire en contrôlant, puis en forçant à la démission, un organe exécutif.

On pouvait dès lors s'attendre à ce que la représentation parlementaire européenne soit payée de retour par une participation électorale accrue quelques semaines plus tard. Le niveau très bas de la participation aux élections de juin 1999 montre en fait toute la difficulté de passer des cultures politiques de l'intégration européenne à des cultures politiques de la participation aux processus de cette intégration. L'analyse des attitudes vis-à-vis de l'Europe reste, dans ce contexte, une perspective fondamentale à la compréhension de cette difficulté.

Évolutions temporelles des attitudes vis-à-vis de l'Europe

La mesure du soutien à l'intégration européenne est particulièrement sensible aux indicateurs considérés et à la formulation des questions qui leur correspondent. Nous avons, par exemple, montré que ce soutien varie en fonction du degré de généralité des indicateurs : plus les questions sur la signification et les implications d'une plus forte intégration européenne sont précises et touchent aux conséquences de cette intégration sur la vie quotidienne des citoyens, moins elles suscitent en général l'adhésion^[1]. Les Eurobaromètres, enquêtes qui mesurent deux fois par an les opinions des Européens vis-à-vis de l'Europe, offrent, depuis le début des années 1970, la possibilité d'analyser le soutien à l'intégration européenne à travers quatre indicateurs. D'autres indicateurs sont bien sûr possibles, mais ces quatre indicateurs offrent l'intérêt de pouvoir être comparés sur une longue période. Ils présentent chacun des particularités, car ils constituent différentes facettes des attitudes vis-à-vis de l'Europe et

ne comportent pas le même nombre de modalités de réponse : ils se différencient, en effet, par la présence ou l'absence d'une modalité de réponse « moyenne » ou neutre.

Le premier de ces indicateurs est celui du soutien à l'unification de l'Europe ; il mesure une aspiration très générale (« les efforts faits pour unifier l'Europe occidentale ») sur une échelle en quatre positions (de « tout à fait pour » à « tout à fait contre ») qui n'offre pas de réponse neutre ou moyenne. Cet indicateur représente un stimulus relativement faible qui, en l'absence de position moyenne sur son échelle de réponse, produit un niveau d'adhésion très élevé de l'ordre de près de 80 % au début des années 1990. L'indicateur de soutien à l'appartenance de son pays à l'Europe offre à la fois un stimulus plus précis et une échelle de réponse en trois positions (une « bonne chose », une « mauvaise chose », « ni une bonne ni une mauvaise chose ») qui autorise la production d'une réponse moyenne ou neutre : l'indicateur mesure de manière plus réaliste et précise le soutien à l'Europe qui est alors, et selon les périodes, de 10 à 20 points inférieur à celui engendré par l'indicateur de soutien aux efforts faits pour unifier l'Europe. Le troisième indicateur repose sur une question portant sur le bénéfice que son pays a tiré de son appartenance à l'Europe : il a l'avantage d'offrir une mesure de l'évaluation rétrospective de cette appartenance mais ne comporte pas de position neutre dans son échelle de réponse (« a bénéficié » ; « n'a pas bénéficié »). Dans la mesure où cet indicateur comporte à la fois des éléments de perception et d'évaluation, il n'est pas étonnant que le niveau de soutien à l'Europe qu'il enregistre soit plus faible qu'avec le précédent indicateur. Enfin, le quatrième indicateur mesure l'opinion vis-à-vis de l'Europe en termes prospectifs : si l'on décidait la dissolution de l'Union européenne, en éprouverait-on des regrets, un vif soulagement ou de l'indifférence ? Cet indicateur, régulièrement critiqué à cause du caractère fictif de la dissolution de l'Union européenne, fournit néanmoins une mesure utile d'enthousiasme ou d'absence d'enthousiasme vis-à-vis de l'Europe.

Aucun de ces quatre indicateurs ne fournit en lui-même une mesure idéale des attitudes vis-à-vis de l'intégration européenne et ils ne constituent pas une batterie d'items. Il convient d'être prudent dans leur interprétation en particulier si l'on souhaite les classer sur des dimensions de soutien diffus ou affectif et de soutien spécifique ou